



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 3372

Texte de la question

## SITE DE PSA À AULNAY-SOUS-BOIS

M. le président. La parole est à M. Gérard Gaudron, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Gérard Gaudron. Monsieur le président, ma question, à laquelle j'associe mes collègues Éric Raoult et Patrice Calmégane, s'adresse à M. le ministre de l'industrie.

Jeudi dernier, un syndicat dévoilait un document interne au groupe PSA, selon lequel deux sites du groupe, l'un à Aulnay-sous-Bois, l'autre à Sevelnord, allaient fermer. Cette information a suscité une onde de choc considérable dans le département de la Seine-Saint-Denis, en particulier à Aulnay-sous-Bois, dans ma circonscription, où est situé le centre de production PSA.

Ce centre, qui emploie plus de 3 600 personnes en période d'étiage, est un des plus beaux fleurons industriels de la Seine-Saint-Denis, département où PSA est probablement le premier employeur et l'un des principaux donneurs d'ordre pour la sous-traitance.

J'ai reçu l'après-midi même des membres de la direction du groupe, qui m'ont assuré que le document en question n'était qu'un document de travail élaboré au pire de la crise, et que cette solution de fermeture, étudiée parmi d'autres, n'avait pas été retenue.

M. Roland Muzeau. Ce sont des menteurs !

M. Gérard Gaudron. M. le Premier ministre a par ailleurs rappelé avec force les engagements des groupes automobiles, dont PSA, redevables à la nation, qui les a aidés lors de la crise à hauteur de 6 milliards d'euros, même si ces prêts ont déjà fait l'objet d'un remboursement. Vous avez vous-même, monsieur le ministre, reçu le président de PSA, qui vous a également rassuré.

Comme vous, les parlementaires UMP du département jugent inacceptable l'idée d'une fermeture du site d'Aulnay et d'une délocalisation du centre de production, à brève comme à plus longue échéance. C'est pourquoi, suite à votre rencontre avec Philippe Varin à ce sujet, qui suscite encore une fois à Aulnay et, plus largement, dans tout le département de la Seine-Saint-Denis, inquiétude et incompréhension, pouvez-vous nous préciser les termes de votre entretien afin de rassurer les employés, les élus et la population, tous légitimement attachés à ce site historique et à l'intérêt économique qu'il représente ? Peut-être pourrez-vous également faire un point plus large sur l'avenir de l'industrie automobile en France.

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur Gaudron, et je m'adresse également à tous les députés de Seine-Saint-Denis, après les explications du président de PSA, nous pouvons être rassurés, tout en restant vigilants.

En effet, le président de PSA a très explicitement déclaré que le document de travail publié par la presse n'engageait pas PSA. Il vous a expliqué, comme à moi-même, que non seulement il ne l'engageait pas mais qu'au contraire PSA a investi l'an dernier 700 millions d'euros sur ces sites et prévoit un nouvel investissement de 800 millions d'euros pour 2011.

Le plan de charge d'Aulnay est rassurant. La C3 est un succès ; elle est produite à 200 000 exemplaires par an, ce qui en fait le premier succès commercial de PSA. Cela signifie que, au moins jusqu'à fin 2014, la situation est assurée et le président Varin a dit qu'il réfléchissait pour l'avenir. Quant au site de Sevelnord, où sont fabriqués

les utilitaires, en accord avec Fiat, le plan de charge est plein jusqu'en 2017. Là encore le succès est au rendez-vous et il faudra vérifier ce qu'il en sera à l'avenir.

Pour ma part, j'ai très clairement dit au président Varin que le plan publié par la presse aurait été inacceptable pour le Gouvernement. Nous avons aidé et nous aidons le secteur automobile. Nous lui avons consenti un prêt de 6 milliards d'euros, déjà remboursé ; les aides d'OSEO ont permis de sauvegarder 23 000 emplois, et il faut y ajouter les 750 millions d'euros des investissements d'avenir en faveur du véhicule industriel, du véhicule du futur, le véhicule électrique. Nous allons, par ailleurs, avec le Fonds de modernisation des équipementiers automobiles, aider la filière.

Et quand la nation apporte ainsi son aide, elle attend en retour qu'il n'y ait pas de délocalisations mais un soutien à l'emploi local. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Gérard Gaudron](#)

**Circonscription :** Seine-Saint-Denis (10<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3372

**Rubrique :** Automobiles et cycles

**Ministère interrogé :** Industrie, énergie et économie numérique

**Ministère attributaire :** Industrie, énergie et économie numérique

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 15 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 15 juin 2011